

7^e SÉRIE. 1^{er} VOL. — N^o 5.

31^e ANNÉE. — Octobre 1925.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

La France polluée, spoliée, assassinée.

La Monnaie fiscale.

Anthologie de la Bêtise.

Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 40 pages : 1 fr. 25

ADMINISTRATION & RÉDACTION :

Georges DEHERME, à Aups (Var)

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

LA FRANCE POLLUÉE, SPOLIÉE, ASSASSINÉE

En renonçant la victoire, traité par traité, conférence par conférence, — par impéritie, scélératesse ou félonie, — la politiciaille a ruiné, désarmé et livré la France.

Le cri de l'hallali est lancé. C'est l'heure de la curée. De toutes parts, les Barbares se ruent vers ce qui reste encore, malgré tout, le plus doux et le plus beau royaume sous le ciel.

Je viens, de passer quelques jours à Paris. Las!.. Paris n'est plus. C'est déjà Dollarville ou Rastapolis, en attendant que ce devienne une succursale de Moscou. Tout le ramas des pampas et des steppes y afflue. Et ces humanités trop récentes, dont les bijoux et les fards dissimulent mal les tatouages ancestraux, se croient vraiment en pays conquis. Les femelles empoisonnent de la fumée de leurs cigares les salles de restaurant et, par leurs allures simiesques et leur cynique exhibitionnisme, elles offensent même la pudeur des prostituées.

Aucune police n'intervient, aucune réaction vitale de l'opinion ne se manifeste.

Au contraire. Nous passons sous le joug en

dansant. Nous faisons des grâces à qui nous insulte. « Comment donc ? Je vous en prie, vous êtes chez vous ! » Loebe, président du Reichstag, qui préconise à Vienne le Mitteleuropa pangermaniste et qui prêche le désarmement au Congrès de la Paix, est acclamé à la Sorbonne et reçu avec pompe à l'Élysée.

A l'Exposition des Arts décoratifs, hormis quelques exceptions honorables et l'ensemble des délicates et magnifiques expressions du goût français, c'est, partout, un chaos de formes et de couleurs qui reflète bien la démence universelle. Le bolchévisme y a son pavillon, son village et sa section. On imagine ce que peut être son art. Mais, au Grand Palais, on peut voir au sommet d'un escalier monumental, dominant orgueilleusement une vaste salle d'honneur, sur son piédestal rouge sang comme il convient, le buste de Lénine. Pas un journal n'a protesté, pas un citoyen n'a ressenti l'outrage qu'était cette apothéose du Crime à la civilisation occidentale.

*
* *

Tout le pays est envahi par la pouillerie du monde, qui apporte ses tares, ses maladies, son banditisme. Aucune barrière. Aucun crible. C'est une avalanche, un submergement...

Malheureusement, la main-d'œuvre, surtout agricole, nous est indispensable. Ce sont les Italiens qui, en colonisant notre Languedoc et notre Provence, nous rendent ce service. Beaucoup s'assimilent vite, d'ailleurs.

Un gouvernement national devrait canaliser, doser, organiser l'immigration. Il devrait surtout s'attacher à la rendre moins nécessaire en arrêtant, en refoulant l'extension tératologique des classes moyennes, qui suscitent le malthusisme léthifère et provoquent l'abandon des travaux agricoles et la désertion des campagnes. Mais le moyen, dans une démocratie, d'obtenir le pouvoir et de s'y maintenir en ne faisant pas de démagogie ? Dernièrement, dans *le Figaro*, M. Wladimir d'Ormesson ne faisait-il pas, du point de vue conservateur, l'« éloge de la démagogie » ?

La grève des employés de banque est pourtant bien instructive. Alléguant le renchérissement apparent des prix qui n'est dû qu'à la dépréciation de la monnaie, ces employés réclamaient une augmentation de traitement. Par rapport à eux, quoi de plus juste ? Oui ; mais l'ordre social n'est pas subordonné à l'existence des employés de banque. Ceux-ci sont en surnombre et il n'y a pas assez d'agriculteurs. Ce ne sont donc pas les gratte-papier qu'il faut encourager et attirer à la ville par des appointements plus élevés ; mais le paysan qu'il faut retenir à la glèbe.

Dans la carence de tout pouvoir temporel et spirituel, cela se fait spontanément. Brutalement. Parce qu'il n'y a plus assez de laboureurs, le pain sera de plus en plus cher ; parce qu'il y a trop d'employés de banque, leurs émoluments seront de plus en plus insuffisants. C'est fatal. Les grèves, les manifestations dans la rue, même la révolution n'y peuvent rien.

Bien entendu, les journaux se sont abstenus de

tout avertissement de ce genre. La plupart ont fait le silence pour mériter les subventions qu'ils sollicitent des banques, se bornant à déplorer les troubles de la rue, lesquels pouvaient effrayer les sensibles gauchos, les timides eurasiatiques et les chers petits étrangers qui nous gratifient de l'honneur grand de venir faire la noce à Paris. On craignait aussi que la grève nuisît à la confection des nouveaux rentiers « perpétuels ». Les journaux d'opinion, eux, se préoccupaient surtout de complaire aux grévistes pour s'assurer leur clientèle, et l'on comprend que ce n'est point en les instruisant. En démocratie, il n'y a pas plus d'éducation sociale possible qu'il n'y a de gouvernement politique effectif.

*
* *

Au surplus, par rapport aux besoins réels, il y a dix fois trop de banques. Aussi ne se sont-elles maintenues et ne prospèrent-elles que par le pillage organisé de l'épargne française. Sur chaque milliard qu'elles soutiraient aux gogos pour la Russie, la Turquie ou Zanzibar, elles grattaient quelques millions. Aucun risque, tout profit. La guerre ayant interrompu ce jeu, les banques se sont tournées vers l'État français en le poussant aux emprunts. Aujourd'hui, comme le faisait remarquer Caillaux, sur un budget de 36 milliards, 22 doivent être prélevés pour le service de la Dette. Et d'ailleurs, ce même Caillaux en remet. Un ministre parlementaire ne résiste pas à la ploutocratie.

Lorsque l'État ne pourra plus recourir aux emprunts, beaucoup d'établissements de crédit de-

vront fermer. Voilà pourquoi se sont propagé dans le public — encore que ce soit lui qui en fasse les frais — le respect quasi religieux de l'inflation onéreuse par l'emprunt et la terreur panique de l'inflation gratuite par l'émission de monnaie de crédit. Ainsi naissent les dogmes.

Si l'on ne savait les bénéfices énormes que la politiquerie, la finance, le journal, une multitude de publicitaires et de courtiers-marrons tirent des émissions publiques, la folie des emprunts ne s'expliquerait que par une méchanceté diabolique de nos dirigeants.

*
* *

La décomposition sociale a décérébré la France. Le tabès démocratique semble incurable. Comme les employés de banque, tous les Français ne visent qu'aux 100 francs d'augmentation, aux petits avantages directs et personnels qu'ils peuvent tirer d'une situation anarchique, fût-ce en l'aggravant. S'il y a des ligues et des partis de « défense » et de « rénovation », ce n'est qu'en vue de résultats aussi vains. En bref, l'organe central régulateur est paralysé. Chaque partie s'agite sans contrôle ni intervention modératrice ou directrice d'un organe central. L'étranger a donc toute facilité pour manœuvrer à bon compte nos misérables politiciens afin de leur faire lâcher, à chaque Conférence, souvent pour moins de trente deniers, un morceau de chair française.

Ainsi, les États-Unis ont pu les faire souscrire au fameux plan Dawes, qui répondait alors, fait judicieusement remarquer *l'Information* « à la

nécessité impérieuse où se trouvait l'Union d'exporter et de placer des capitaux dont l'excès risquait de tendre ses prix intérieurs et de troubler gravement son économie ». Et maintenant, non plus que l'Angleterre, les États Unis ne veulent accepter les annuités du plan Dawes en garantie ou en paiement de notre dette. Une fois de plus, la France a été jouée, flouée. La démocratie coûte cher.

Après avoir, sous la pression américano-anglaise, à peu près tout abandonné de notre créance sur l'Allemagne, nous serons dépouillés par nos Alliés. Non seulement dans le présent, mais dans l'avenir. D'après les dernières conventions avec Caillaux, pendant soixante-deux ans nous aurons à payer un tribut annuel de plusieurs milliards. Cela signifie que les Français auront à travailler pour des maîtres étrangers. Ainsi, l'esclavage est rétabli, non plus pour les individus, mais pour les nations. La France, désormais, est captive, elle est à l'ergastule anglo-saxonne. C'est le fruit de la victoire prestigieuse.

Il va sans dire que socialistes et syndicalistes accepteront volontiers cette exploitation éhontée. C'est l'étranger qui l'exercera, et ils n'en ont jamais qu'à leurs compatriotes. L'internationalisme humanitaire a ses mystères.

*
* *

Mais les chaînes les plus lourdes sont celles que forgèrent l'hypocrisie et la bêtise de ceux qui se targuent d'être les « amis » de la France. Parce qu'ils redoutèrent tant, pour sa renommée de gé-

nérosité, qu'elle abusât de la victoire et qu'elle déviât vers l'impérialisme, ils ont participé à tout ce qui pouvait la ruiner. Ils y ont peu à peu réussi, comme en témoigne l'actuelle danse du scalp des rois de l'or.

Il n'y manque même pas les coups de pieds d'ânes. En voici un qui vaut d'être illustré.

J'ai reçu cette carte postale dont il convient de reproduire exactement le texte, car la forme, comme on en peut juger, n'est pas inférieure au fond. Voici :

« Comme chargé de l'expédition de l'Église positiviste du Brésil, je veux bien vous agréer l'exemplaire de votre revue envoyée à M. R. Teixeira Mendes. — Je profite de l'occasion pour faire des vœux ardents pour que les positivistes, en France surtout, puissent rendre un grand service à leur Patrie et à l'Humanité, *en combattant constamment la politique coloniale, le plus immoral des expédients pour ranimer le militarisme (Catéchisme Positiviste, p. 372)*, auprès de laquelle sont très secondaires les autres torts de la politique. Votre coreligionnaire et serviteur en l'Humanité, VENANCIO F. NEIVA. Rio de Janeiro, le 27 Charlemagne 137 — le 14 juillet 1925. »

Puisque vous attaquez, souffrez donc, ô Venancio F. Neiva ! qu'un membre de l'Exécution testamentaire d'Auguste Comte réponde.

Le positivisme est français. Il ne pouvait s'élaborer qu'au pays de Descartes et de Lyautey. La honteuse bochophilie — plus ou moins sournoise — de « l'Église » du Brésil, pendant et après la guerre, est donc déjà un scandale, une injure irrémissible à la mémoire d'Auguste Comte. Mais que dire de l'imbécile billet reproduit ci-dessus ?

Sans doute, le positivisme étant une doctrine catholique, il importe qu'il puisse s'adapter aux intelligences les plus arriérées. Il en est de même pour le catholicisme théologique. Mais s'il arrive que le Nègre nouvellement converti succombe encore, parfois, aux tentations des savoureux festins anthropophagiques, il n'a jamais l'outrecuidance d'engager ses coreligionnaires blancs à y participer.

A un Père blanc qui essayait de lui remontrer l'horreur du cannibalisme, un de ces candides enfants de la nature répliqua, avec la simplicité de son cœur : « Ti pé die qu'y a pas zoli, qu'y a péccé; mais ti pé pas die qu'y a pas bon ». Et ensuite, humblement repentant, il se confessa et communia.

On souhaiterait à « l'Église » du Brésil cette sage modestie.

*
* *

Le psittacisme coranique et le moulin à prières lamaïste, qui constituent l'essentiel de ce singulier positivisme brésilien, peuvent n'être pas grotesques à Rio de Janeiro : ils le sont à Paris.

Peut-être faut-il le bon sens natif, l'esprit de mesure et de finesse que nourrit un sage relativisme, formé par quinze siècles de civilisation, pour bien comprendre le positivisme. Car il est évident que ces bons Brésiliens n'y entendent mie. Autre chose est d'annoncer des formules, autre chose est d'en pénétrer le sens et d'en saisir l'ensemble synthétique.

M. Teixeira Mendes en veut à notre « colonialisme ». Il a lu ça dans *le Catéchisme positiviste*. Or, sous le même mot, il y a plusieurs choses. Le per-

roquet n'entend qu'un son ; mais si l'homme a un cerveau, c'est pour s'en servir, pour discerner.

A. Comte, notamment, ne visait pas la colonisation romaine. Il savait ce que la civilisation occidentale doit à la paix romaine.

Comte dénonçait seulement, justement, les entreprises coloniales de son temps, qui avaient pour moyens et pour fins l'esclavage, qui étaient une organisation de l'esclavage. Or l'action coloniale française, depuis un demi-siècle, est tout le contraire. Les Faidherbe, Gallieni et Lyautey se sont attachés d'abord à poursuivre, à supprimer partout la traite des Noirs et ses atrocités. Par exemple, il n'y a pas quinze ans, on pouvait voir encore, à Fès, Meknès, Marrakech et Taroudant, des marchés publics d'esclaves. Il n'y en a plus. Ils sont remplacés par des cliniques où l'on soigne, entre autres, les 90 o/o de syphilitiques que contient la population marocaine.

Sans malice, certes, ces bons Brésiliens font écho aux mercantis et financiers voraces qui, pour achever d'asservir et ruiner la France, crient à son impérialisme, comme le voleur poursuivi crie lui-même « au voleur ! » pour dépister le pourchas.

Si l'on parvenait à lui faire désert ses colonies comme on lui a réduit ses créances et brisé ses forces, quelle aubaine !...

Comme l'a démontré Comte, le cœur est capable de bien des sottises et même de méfaits quand il n'est pas éclairé par quelque intelligence. Ici, il se fait le complice des pires cruautés et il collabore à une effroyable rétrogradation de l'humanité.

Le zèle anticolonial de M. Teixeira Mendes

serait moins intempestif et s'emploierait mieux dans le sens comtiste au Brésil même. Engageons-le donc — conseil pour conseil — à proclamer le Brésil aux vrais Brésiliens, c'est-à-dire aux Indiens aborigènes qui furent cruellement décimés et refoulés par les Portugais.

*
* *

Un Gallieni, un Lyautey, ce sont des positivistes d'action. Il y a plus de positivisme vraiment comtiste dans chacune de leur décision qu'il n'y en a dans toutes les divagations de « l'Église » brésilienne.

Sous un régime normal d'ordre, leur œuvre eût constitué la plus efficace contribution à l'établissement de la primauté spirituelle de la France que Comte jugeait indispensable à l'élaboration de l'ordre humain.

Malheureusement, cette œuvre ne saurait s'achever. Rien ne se fonde définitivement sans continuité, direction personnelle, responsabilité, indépendance.

Pour tuer la France, il n'y a pas que les Barbares, les Anglo-Saxons, les Boches, il y a aussi la démocratie. Et elle seule suffit amplement à la besogne assassine.

Dès qu'une force est créée, la démocratie exige qu'elle soit consacrée au parasitisme de la clientèle politicienne. C'est l'épuiser rapidement. C'est la détruire. Il en sera ainsi pour le Maroc que la volonté et le génie d'un Lyautey avaient su policer et aménager.

Des politiciens rêvent de jouer au satrape. On n'est pas radical-socialiste pour des prunes, n'est-ce pas ? Il y a aussi les électeurs, « enfants » du Gard, de l'Hérault ou du Var, à satisfaire. La haute dignité que confère le bulletin de vote est plus compatible avec le noble sinécurisme qu'avec l'humiliant labour. C'est pourquoi le grand Africain, qui échappa maintes fois aux embuscades des « salopards » de l'Atlas, n'évitera point le tir plus nourri de ceux de la Métropole. On aura sa peau. Le Maroc deviendra un instrument électoral.

Et encore une fois, tant de sacrifices, tant d'héroïsme, tant d'intelligence seront perdus. Dans quelques lustres, les Berbères nous auront mis dehors, on reverra les pittoresques marchés d'esclaves, la guerre entre tribus, entre familles, la misère, la famine, des mercantis cosmopolites s'enrichiront, et les imbéciles, confondus avec les canailles, non moins nocifs, applaudiront la France de n'être plus impérialiste. Que pourra-t-elle bien être encore ?

* * *

Ces pages, je le sais, ne procureront aucun agrément au lecteur. Les Cassandre ne furent jamais populaires. On veut des enchanteurs. Foin des réveilleurs et des trouble-fête !

Aussi, l'optimisme est-il une carrière lucrative et glorieuse. On ne veut pas être averti, mais rassuré ou amusé. Et d'autant plus que la situation est plus sombre.

Le public éprouve assez la triste réalité. Il se refuse à envisager au surplus que celle de demain

sera pire. Il préfère les roses chimères que lui dispensent, avec prodigalité, les bas et hauts parleurs.

Demain, ce seront les « bonnes élections » ; ce sera le tout dernier Emprunt qui, en instituant la rente « perpétuelle » pour tous, réduira les impôts ; ce sera le franc-or miraculeux qui assurera les plus hauts salaires des employés de banque avec les plus bas prix des loyers et des denrées ; ce sera le blé semé et moissonné sans bras, les bas et les chaussettes de soie pour tous ; ce sera la grande fraternité des loups et des brebis, des requins et des sardines, le généreux idéalisme de l'Anglais, l'intelligence du Yankee, la loyale bonté du Boche, — le tigre végétarien ; ce sera le politicien désintéressé, le Parlement honnête, le Suffrage universel éclairé, la démocratie organisée, la Bête sans tête dirigeant la nation dans le bon sens, sachant, prévoyant, pourvoyant ; ce sera la Société des nations apaisant toutes les âpres compétitions du pétrole, de la houille et de l'or avec la bave des discours et instituant la paix universelle avec des « chiffons de papier »...

Demain...

Hélas ! Ce sera toujours demain. Le jour où l'on rase gratis.

Il n'importe. Quand le ressort des sentiments nationaux est brisé ou seulement distendu, on ne veut que des prétextes à s'obstiner dans l'erreur, à ne point penser, à somnoler dans le mol fauteuil des habitudes. Par exemple, malgré tous les désastres que provoque le système monétaire métallique, c'est avec horreur que le public considère toute modification d'un système qui remonte à

trois mille ans et qui ne correspond plus aux conditions financières actuelles.

On veut des illusions et encore des illusions. Et les plus absurdes, pourvu qu'elles soient agréables. Il faut reconnaître que la presse et les partis y satisfont admirablement.

Mais, répète-t-on, cet optimisme vitalise et le pessimisme déprime. Voire. Celui qui a une pneumonie infectieuse aura beau clamer qu'il est en bonne santé et qu'il va de mieux en mieux, s'il ne se soigne, il ira de plus en plus mal, et il mourra. Or, pour se soigner, il faut reconnaître d'abord qu'on est malade. Ce « pessimisme » est la condition fondamentale de la guérison pour les maladies graves.

Et cela est plus certain en matières politiques et sociales. L'optimisme n'a quelque avantage que pour les cas insignifiants. L'imagination ne peut guérir que les malades imaginaires.

Dans les situations tragiques comme celle où se trouvent présentement la France et l'Europe, l'optimisme quand même n'est qu'un dangerex stupéfiant. Gare au réveil!

*
* *

Contrairement aux mensonges effrontés d'une perfide propagande des impérialistes du canon, du knout, de la Bêtise et de l'or, la France est loin, malheureusement (car son impérialisme ne pourrait être jamais que spirituel, unifiant et civilisateur), bien trop loin d'être impérialiste. Sa faute capitale — et non pas seulement envers elle-même,

mais encore envers l'humanité — est d'avoir laissé s'affaiblir le sentiment national.

Récemment, j'ai pu constater, en Italie et en Sicile, quelles vertus de relèvement avait eu l'exaltation systématique du patriotisme.

Au suprême dernier quart d'heure, à l'extrême bord de l'abîme où a sombré la Russie, l'énergie clairvoyante d'un homme du peuple ayant fait la guerre a suffi pour délivrer l'Italie de ses bolchévistes, de ses francs-maçons politiques, de sa Camorra et de sa Maffia.

Comme ont su le faire Mussolini et ses fascistes, ranimons donc le sentiment national ! Cela nous permettra de provoquer, à toute occasion propice, des mouvements de réaction organique. Résistons de toute façon à la dissolution démocratique. Un acte audacieux comme la lettre de Ch. Maurras à Abraham Schrameck est un vigoureux tonique social. Recherchons tout ce qui peut secouer la torpeur civique. Troublons systématiquement l'ordonnance du désordre. Rendons plus difficile l'exploitation politicienne de l'anarchie.

Dans certains cas, le refus de l'impôt pourrait être préconisé. Par exemple, quel Français peut consentir à donner à l'Angleterre et aux États-Unis plus que ce que l'Allemagne nous paiera ? Et donc, si des politiciens, traîtres ou crétins, ont promis le tribut ignominieux, organisons la grève des contribuables. Pas une heure de notre travail, pas un fruit de notre sol aux profiteurs de nos morts.

Les contribuables — qui sont la minorité électorale — méconnaissent leur puissance. Apprenons-leur à l'exercer. Cela sera autrement efficace que les « bonnes élections ».

On le voit, un pessimisme lucide, réaliste, ne va pas jusqu'au désespoir suicide. La France victorieuse ne se laissera pas juguler sans résistance. Résistons.

G. D.

LA MONNAIE FISCALE

EXTINCTION DE LA DETTE PUBLIQUE ABOLITION DE TOUS AUTRES IMPOTS

Si tu veux, ô lecteur ! faisons un rêve. Un beau rêve d'azur...

La répugnante Bête sans tête — la Démocratie politique et sociale — est morte. Et mort aussi le venin : parlementarisme, suffrage universel, — démagogie. La France, enfin, va être ordonnée, gouvernée. Au lieu de voter, de disputer, de palabrer, elle s'apprête à l'effort discipliné pour vivre de sa vie propre, pour s'améliorer.

Elle a reconquis son indépendance.

Son commis des finances n'ayant plus à subventionner la presse et les politiciens, à flagorner et à gagner les électeurs, ni à obéir aux injonctions de la Banque, peut remplir honnêtement sa fonction qui est d'administrer les finances de l'État.

Celles-ci sont délabrées, les difficultés paraissent insurmontables. La Dette dépasse l'avoir de la nation, et les intérêts atteignent presque la totalité des revenus du travail.

La banqueroute purgative est une solution qui n'irait pas sans désordre et sans douleur. Mais un commis des Finances affranchi de la politiquerie n'aurait plus à suivre les vieux errements. Il chercherait autre chose Il trouverait.

* *

J'avais pour propriétaire, naguère, un inspecteur général des finances, administrateur du P.-L.-M., etc., qui n'acceptait point de recevoir le montant de ses loyers en chèques barrés. Il exigeait les « espèces sonnantes et trébuchantes ».

Ces fossiles sont plus nombreux qu'on le pourrait croire parmi les hauts fonctionnaires chamarrés, les administrateurs de grandes affaires, les mandarins à boutons d'or, et autres compétences académiques. Aussi n'est-ce point, on l'entend bien, à ces baudets chargés de reliques, non plus qu'aux vils politiciens, asservis à toutes les forces anarchiques et anti-françaises, que je soumets ce projet ; mais aux bons citoyens clairvoyants qui sont prêts à appuyer un dictateur national, — et au Dictateur qui vient.

Ce n'est, il va sans dire, qu'une ébauche, un schéma. La démonstration qu'il y a autre chose que le chariot mérovingien de la monnaie métallique, de l'étalon d'or, du mirifique franc-or, par quoi l'impérialisme bancaire de l'Angleterre et des États-Unis se propose d'asservir définitivement la France.

Les détails, les procédés techniques ne seront à déterminer qu'au moment de l'application.

Voici donc seulement les grandes lignes, les principes généraux.

* *

Substitution, à toutes les autres contributions, d'un unique impôt sur la monnaie, qui se perçoit automatiquement, sans agent de perception, sans contrôleur, sans arbitraire, sans vexations.

Aucun impôt n'est plus juste. Il rend impossible la

fraude et l'évasion fiscale. C'est pourquoi, conséquemment, il ne saurait être établi par un gouvernement dont les préoccupations électorales dominent tout.

Aucun impôt n'est mieux justifié. La monnaie de crédit est un service de l'État. Elle n'existe que par la haute garantie de l'État. Tous les particuliers, dans la mesure de leur activité, de leurs capitaux, de leurs jouissances, en bénéficient. Il serait beaucoup plus onéreux pour eux de revenir au troc, à un intermédiaire moins sûr, voire à la monnaie or avec l'agio qu'elle implique et les sujétions qu'elle entraîne.

Que l'État fasse payer ce service, rien donc de plus légitime.

..

Mais comment percevoir cet impôt?

Rien de plus simple.

Les billets de 100.000, 10.000, 5.000, 1.000, 500, 100, 50, 20, 10, 5 francs, de teintes et de marques différentes pour les distinguer, seraient de même dimension et porteraient le chiffre de leur valeur exacte, l'impôt prélevé, à chaque trimestre. Soit, pour un billet de 100 fr., à 4 o/o par an, 1 o/o par trimestre :

	1926	1927	1928	1929	1930
janv.-mars	100	96	92,15	88,40	84,80
avril-juin	99	95	91,20	87,50	83,25
juil.-sept.	88	94,05	90,25	86,60	83,10
oct.-déc.	97	93,10	89,30	87,70	82,85

Et ainsi de suite...

..

Mais il faut trouver d'abord 500 milliards pour

amortir toutes les dettes (1), 50 milliards pour retirer les anciens billets en circulation et 16 milliards par an pour boucler le budget. L'émission des billets fiscaux devra donc s'élever à 500 milliards, ce qui fournira à l'État, avec un impôt de 1 0/0 par trimestre, 20 milliards par an, que l'État recouvrera par l'émission trimestrielle de 5 milliards de billets nouveaux en remplacement des 5 milliards automatiquement amortis. Ces 500 milliards serviront à rembourser, non seulement les dettes de l'État, mais encore celles des villes et des communes. Il faudra aussi dégager l'État, fût-ce par des indemnités, de toutes les garanties d'intérêts aux diverses Compagnies. Situation nette et claire. Dorénavant, plus d'emprunt d'aucune sorte, plus d'impôts directs ou indirects, hormis certains droits protecteurs pour sauvegarder quelques industries utiles à la défense nationale. Plus d'octrois barbares. En principe, plus de douanes. Une armée de fonctionnaires rendus au travail productif.

Plus d'arrérages ruinant la société pour entretenir le parasitisme d'une foule croissante de rentiers, plus d'impôts paralysant la production, brimant la consommation, enrayant la circulation ; plus de capital passif, plus de thésaurisation stérile.

D'autre part, pas de monnaie plus stable, plus réfractaire à la spéculation, puisque la masse, 500 milliards, sera immuable ; ni de plus sûre, puisqu'elle ne dépendra pas, comme l'or, d'un filon prodigieux mis à jour ou d'une découverte scientifique et qu'elle aura la garantie mutuelle de toute la nation.

(1) Exception faite pour la Dette anglo-américaine qui ne doit, qui ne peut se régler qu'au moyen des annuités que le plan Dawes a fixées. Pas de tribut. Nos alliés recevront ce que l'Allemagne nous paiera. C'est déjà trop. En tout cas, c'est assez. Et quand l'Allemagne ne paiera plus, ils n'auront plus rien à recevoir. C'est à eux, alors, qu'il appartiendra d'intervenir. A eux seulement.

Mais ce chiffre paraît formidable. Simple apparence. Je prétends même qu'il constitue une sorte de déflation réelle.

*
**

C'est que la monnaie métallique est une fiction absurde. Les besoins monétaires d'un pays comme la France dépassent de beaucoup 500 milliards comme l'atteste la somme bien supérieure qu'atteignent annuellement les opérations de virements et les échanges de chèques.

Si donc 500 milliards de billets fiscaux peuvent suffire, c'est que leur circulation, aiguillonnée par l'impôt trimestriel, sera infiniment plus active.

Car il faudra, pour que nul n'échappe à l'équitable impôt, prohiber totalement l'usage des virements et des chèques. Toutes les transactions, tous les paiements devront se faire en billets fiscaux. Pour la commodité du grand négoce, on pourra imaginer un billet-chèque; mais qui sera astreint au même impôt que le billet fiscal ordinaire.

Pour les transactions avec l'étranger, on pourra revenir au troc loyal, ou mieux encore, puisque les importations doivent équivaloir les exportations, on pourra charger la Banque de France de régler les compensations.

Ces simples indications appellent des précisions. Je les fournirai volontiers à ceux qui voudront bien me les demander sur tel ou tel point. Je répondrai aussi aux observations et aux objections qu'on me présentera.

*
**

Quant à l'application..., il faut d'abord, ô lecteur ! que notre rêve devienne réalité...

G. D.

ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

LA CHRISTIAN SCIENCE

A la suite du procès de Dayton, quinze États de la libre Amérique s'apprêteraient à prohiber l'enseignement du darwinisme sur leur territoire. D'ores et déjà, « le secrétariat de l'Instruction publique de Blackford a maintenant décidé d'interdire l'enseignement du darwinisme dans toutes les écoles relevant de son autorité. Les professeurs qui se rendront coupables de ce « crime » seront immédiatement révoqués ».

Au cours de ce procès cocasse, il y eut des épisodes particulièrement amusants. Notons le camelot qui, pour 140 dollars, proposait de mettre ses clients en communication directe avec Dieu.

Ces insanités n'ont pu étonner que les bons badauds de Français qui ne connaissent pas la Christian science et le prodigieux succès qu'elle a pu obtenir au pays où le smoking est pris pour le signe de toute civilisation, où le mariage a l'importance d'un tour de danse, où l'hypocrisie se confond avec la moralité, et le dollar avec la divinité.

L'infini étant inconcevable, nous avons calculé, à l'instar de M. Charles Nordmann, qu'un boulet lancé à la vitesse de 2 kilomètres à la seconde mettrait 937 trillions de siècles pour faire le tour de la masse formidable de la bêtise aux États-Unis. Au regard, malgré l'abrutissement démocratique et l'américanisation intensive des mœurs, celle dont nous sommes affligés en France est bien peu de chose.

Il ne nous en coûte aucunement de reconnaître ici la supériorité écrasante de nos « chers » créanciers. Nous espérons même qu'ils la garderont.

En une quarantaine de pages de son important ouvrage, *les Médications psychologiques* (t. I), le Dr Pierre Janet a magistralement résumé l'histoire stupéfiante de la Christian science et de sa fondatrice Mrs. Mary Baker, Glover, Patterson, Eddy. Nous n'avons qu'à citer et à résumer.

Comment Mrs. Eddy, fille de pauvres cultivateurs ignorants, a-t-elle pu devenir, vers la soixantaine, « chef d'une grande religion, l'une des femmes les plus riches et certainement la femme la plus puissante des États-Unis »? Comment, si ce n'est par la grâce de la Bêtise omnipotente?

Car cette névropathe, d'intelligence médiocre, n'eut d'autre vertu que d'avoir été belle, coquette et d'être devenue énergiquement ambitieuse. Au demeurant, elle fut toujours méchante, infidèle, cupide, menteuse, d'un caractère insupportable. Féroce égoïste, elle ne manifesta jamais aucune affection vraie, non plus à ses trois maris, à ses amants, à ses amis, qu'à l'enfant qu'elle eut toute jeune et qu'elle abandonna.

Jusqu'à cinquante ans, elle eut des crises d'hystérie délirante.

A quarante ans, elle avait été guérie d'une paraplégie hystérique, qui la tenait alitée depuis longtemps, par un médecin magnétiseur. Elle se lia intimement avec celui-ci.

P. P. Quimby, ancien ouvrier mécanicien, était intelligent et fort bon observateur. Il avait accumulé de nombreux manuscrits formant une dizaine de volumes. « C'étaient des ébauches d'ouvrages sur la religion, l'interprétation des Écritures, le spiritualisme, les maladies, la clairvoyance, le bonheur, la sagesse aussi bien que sur la science et la musique. »

Quand P. P. Quimby mourra subitement trois ans plus tard, ce sont ces élucubrations qui formeront la « doctrine ». Encore Mrs. Eddy est-elle bien incapable de les coordonner. Une trentaine de personnes collaborèrent à la rédaction de l'Évangile nouveau, le fameux livre *Science and health*.

La « doctrine » qu'il expose n'est qu'un puéril, confus et extravagant idéalisme. « Ni les médecins « scientists », écrit M. Pierre Janet, ni leurs pauvres malades ne comprennent un mot à ce qu'ils disent. Ce sont de part et d'autre de vagues bégaiements sur Dieu, l'esprit, la matière, le péché, la maladie, la santé, l'harmonie, la négation de l'erreur, etc. »

La maladie, le péché, la mort, n'existent pas. Ce sont des idées.

« Le corps n'existe pas, et par conséquent ne joue aucun rôle. Un homme pourrait aussi bien vivre sans ses poumons s'il pensait qu'il le peut... Qu'importe l'ulcération de ses poumons, Dieu est bien plus pour l'homme que ses poumons... La cause de toute maladie est mentale... La paralysie est une croyance au pouvoir de la matière, détruisez cette croyance, montrez à l'esprit mortel que les muscles n'ont aucun pouvoir qui puisse être perdu, que l'esprit leur est toujours supérieur et vous guérirez toute paralysie... Opposez la vérité à toute forme d'erreur : les tumeurs, les ulcères, les tubercules, les inflammations, les douleurs, les déformations d'articulations sont des ombres d'un rêve que l'on fait tout éveillé. »

On reconnaît là de vieux radotages poussés jusqu'à l'absurde par des cerveaux incultes et rudimentaires.

« Cet idéalisme, comme le fait remarquer M. Pierre Janet, est très peu cohérent et très peu logique, il est trop facile de montrer à chaque ligne des contradictions ridicules. » De plus, cela n'aboutit qu'à un grossier matérialisme pratique. Voltaire avait noté le fait qui est de tout temps et de toute circonstance : « Qu'un

philosophe ait un écu à partager avec le plus imbécile de ces malheureux en qui la raison humaine est si horriblement obscurcie, il est sûr que, s'il y a un sou à gagner, l'imbécile l'emportera sur le philosophe. »

C'est par la profondeur de sa stupidité, sa vulgarité, qu'il faut expliquer le succès prodigieux de la Christian science.

« Cette doctrine prend le nom de « chrétienne » et se présente avec des apparences religieuses : cependant il ne faut pas s'y tromper, ce n'est pas en réalité une religion. Ce point a été relevé par divers auteurs et en particulier par Mark Twain. On ne trouve jamais dans ces écrits rien qui fasse penser à la crainte, à l'amour, à l'adoration d'une puissance surhumaine ; il n'y a jamais aucune trace d'un sentiment du mystère, d'un sentiment d'humilité qui convient à l'impuissance humaine aux prises avec les problèmes de la vie. Il n'y a pas non plus d'affection véritable pour la pauvre humanité, la charité n'a pas de place dans la Christian science. « C'est bien la seule église, remarque Mark Twain, qui « reçoive des millions de dollars par jour et qui n'ait « pas une charité à supporter, car jamais elle n'a donné « un centime à qui que ce soit. » Les formules religieuses qui apparaissent, ça et là, ont peu d'importance, elles sont empruntées soit à la religion régnante, soit à des superstitions locales...

« Du commencement à la fin de la Christian science, « dit Mark Twain, il n'y a pas une seule chose qui soit « reconnue réelle, excepté le « Dollar ».

En somme, la Christian science est une affaire. Mrs. Eddy fut un charlatan de génie. Cette détraquée est une bonne Yankee. A tout le moins, elle sait compter.

Elle fonde son école, un journal, *The Journal of Christian science*. Entre temps, pour n'en pas perdre l'habitude, elle se remarie officiellement pour la troisième fois, à 54 ans, avec un de ses élèves. Tout cela,

traversé de hauts et de bas, de disputes, de procès et de scandales de toutes sortes.

Le journal, « qui promettait à tous santé, bonheur et fortune, fut envoyé partout, dans les villages les plus éloignés du Missouri et de l'Arkansas, dans les déserts du Nébraska et du Colorado où les gens ont beaucoup de temps à perdre et un grand besoin de croire au miracle ».

Dès 1883, le cours de Christian science de l'école de Boston réunissait 50 étudiants et durait trois semaines. « A ce cours primaire s'ajoutait un cours normal, un cours d'« obstétrique métaphysique » (?) et un cours de théologie, l'enseignement complet coûtait 800 dollars. » Muni de diplôme, il fallait encore payer une redevance à Mrs. Eddy pour exercer.

« Les traitements se multipliaient dans la même proportion, le journal était plein du récit des guérisons : on inaugura le traitement à distance, source de grands bénéfices, car il était payé 500 dollars et consistait simplement à penser à la personne malade et à lui envoyer ainsi la guérison. De tous les côtés Mrs. Eddy déployait une activité merveilleuse, parlant sans cesse dans des cours et dans des conférences, exigeant que l'on parlât d'elle continuellement et se faisant faire des cadeaux par tout le monde. Tous ces succès permirent une installation dans un bel hôtel de Commonwealth avenue et le journal fit une description enthousiaste du luxe de sa fondatrice. »

Sans doute, il y a des cures. Retentissantes, car les « scientists » sont des maîtres en publicité. Ceux qui guérissent clament leur reconnaissance. Ceux qui meurent se taisent, — discrètement. Pas toujours.

« Toutes les maladies possibles et imaginables sont admirablement guéries après quelques conversations ; des gens qui étaient couchés depuis trente ans et déclarés incurables par toutes les Facultés se lèvent et dan-

sent immédiatement autour de la chambre... Ces observations sont rédigées d'une manière inquiétante et ne contiennent rien de ce qui pourrait nous rassurer sur leur exactitude. On voit qu'elles sont écrites par de pauvres diables qui s'improvisent médecins et qui n'ont aucune notion, je ne dis pas de l'observation médicale, mais d'une observation pratique quelconque. Certaines de ces observations sont simplement comiques, voici une perle recueillie par M. G. Milmine :

« Un jeune poulain avait trop mangé et il était fort malade d'une indigestion. Elle lui dit : vous êtes le cheval du bon Dieu, parfait comme tout ce que Dieu a fait. En tant qu'œuvre de Dieu, vous ne pouvez pas manger trop, ni avoir la colique : la nourriture matérielle, ne peut pas lutter contre l'activité, la liberté de ce qui est spirituel. » — Avant le traitement, ce pauvre petit cheval avait la tête basse, la respiration courte et rapide, une heure après il était all right. »

Mais il y a autre chose. « Sans cesse les médecins américains citent des cas où les « scientists » ont laissé mourir des individus d'infection scepticémique sans vouloir ouvrir les abcès ni essayer la moindre désinfection, où ils ont déterminé des péritonites en alimentant des typhiques, où ils ont infecté des écoles entières en refusant d'éloigner des enfants contagieux, et il serait surprenant qu'il en fût autrement... M. Goddard fait tristement remarquer que la puissance curative de cette nouvelle médecine ne doit pas être bien grande, puisque la mortalité par les principales maladies n'a pas diminué dans les régions de l'Amérique où la « Christian science » a pris le plus grand développement et qu'au contraire elle a plutôt augmenté.

« Une élève du cours d'« obstétrique métaphysique » avait assisté une femme pendant son accouchement et l'avait laissée mourir d'hémorragie sous ses yeux. Il y eut un procès en responsabilité médicale et un grand

tapage dans les journaux contre « ces scientists qui se « mêlaient d'accouchements sans en savoir plus que les « bébés qu'ils voulaient mettre au monde ». L'accoucheuse fut condamnée et Mrs. Eddy ne voulut pas la défendre, ni l'aider à payer l'amende, elle se borna à la répudier comme mauvaise élève; cela fit un très mauvais effet. »

Mais la Bêtise est une mine inépuisable. Mrs. Eddy sait — et là sa « science » est certaine — qu'elle peut tout lui demander.

« Échappée au danger terrible de la division de son école, cette femme de 70 ans rallia de nouveaux élèves, fit des articles de réclame de tous les côtés, fonda des églises dans toutes les villes et devint rapidement toute puissante. En 1888, il y eut une grande réunion à Chicago qui fut un triomphe : « elle dut recevoir 3000 personnes et sur son passage le peuple s'écrasait pour la « toucher, on s'arrachait des lambeaux de ses vêtements « pour en faire des reliques, des paralytiques guéris- « saient en touchant un pli de sa robe et des mères lui « tendaient leur enfant malade pour qu'elle le regardât « seulement »...

« En 1894, on posa la première pierre de la Cathédrale de Mrs. Eddy. Ce monument, la « Mother church de Boston, ne devait pas être une église locale, mais devait être à la tête de toutes les autres églises : Mrs. Eddy en était le « Pastor emeritus » ; elle gouvernait avec un comité de directeurs purement fictif « où Mrs. « Eddy et Dieu faisaient la majorité ». Le travail payé d'un prix colossal fut fait rapidement et le service de dédication eu lieu le 5 janvier 1895. Cette église est un beau monument de marbre et de granit dont l'architecture est imposante et qui peut contenir deux mille personnes. Il contient pour son pasteur « une chambre de la mère » toute en bois rare, en marbre, en onyx et en or, meublée par les enfants des sociétaires les « busy

bees ». Quand Mrs. Eddy vint à Boston pour la cérémonie de dédication, 30.000 personnes attendaient à l'entrée du temple : il fallut célébrer cinq services de suite pour satisfaire une partie du public et une foule incroyable défila douze par douze dans la « Mother's room » comme pour recevoir les sacrements.

« Depuis ce moment solennel, Mrs. Eddy parut peu en public, elle se retira dans ses propriétés de Concord. Et, « dans un isolement pareil à celui du grand Lama, « elle assista elle-même, non à sa béatification, mais à sa « divinisation ». Il fut admis parmi les disciples loyaux que la Christian science est la descendance qui résulte de la communion de Mrs. Eddy avec Dieu de la même manière que Jésus vient de Marie : « le résultat de « cette deuxième immaculée conception est un livre et « non un homme parce que notre siècle est plus spirituel « que celui de Jésus-Christ ». Dans les cérémonies qui se font dans la cathédrale, un homme lit des versets de l'Évangile et une dame en grande toilette, qui représente Mrs. Eddy, lit en réponse les nouveaux versets de *Science and health* qui écrasent toujours les premiers, car « l'idée féminine de Dieu est bien plus élevée « que l'idée masculine, et Jésus n'était que le représen- « tant masculin de l'idée masculine ». Ces expressions entortillées semblent hésiter encore, mais bientôt Mrs. Eddy serait devenue une divinité.

« Malheureusement, elle mourut à Boston, à l'âge de 89 ans, le 4 décembre 1910, d'une attaque de pneumonie. Les disciples firent autant que possible le silence sur sa mort, car dans sa religion la mort n'existe pas et il ne faut pas en parler. »

Au moment de la mort de Mrs. Eddy, l'église mère de Boston réunissait près de 50.000 membres et il y avait aux États-Unis 668 églises de la Christian science, desservies par 1336 ministres et 85.096 communicants. Les guérisseurs répandus dans toute l'Amérique étaient innombrables.

Mark Twain disait alors que la Christian science envahirait toute l'Amérique et s'emparerait du gouvernement.

UN BON « PETIT PLAN »

Mrs. Eddy et sa Christian science nous font penser à M. Henri Dumay et à son journal, *Le Quotidien*. Mêmes procédés américains, mêmes confusions verbales, même indigence morale et intellectuelle, même confiance imperturbable dans la niaiserie jobarde des gogos.

Il est donc naturel que *le Quotidien* adopte les « idées » du *Christian science Monitor*.

Notamment celle-ci, qui se propose de « tuer la guerre ». Non pas comme les « scientists » dépêchent leur malades. Plus simplement encore. Voici :

« Pour supprimer dans l'avenir les conflits armés, il faut et il suffit que toutes les grandes nations adoptent en même temps le bref projet de loi que voici :

« Dans le cas d'une déclaration de guerre, LA PROPRIÉTÉ, « les personnes, la vie et les libertés de tous les citoyens « seront soumises à la conscription pour la défense de la « nation. »

Et, en tête du *Quotidien*, M. Albert Bayet manifeste lyriquement son admiration :

« Ceux qui déchaînent la guerre, ce sont ceux *qui tirent profit de la guerre*.

« Supprimez la possibilité du profit (c'est ce que fait le court projet cité plus haut) et, ayant fait disparaître la cause, vous ferez disparaître l'effet. »

Adoptons « le plan, le petit plan du *Christian science Monitor* », et.....

« Demain, aussitôt la guerre déclarée, la nation menacée réquisitionnera, au même titre et le même jour, la vie des uns et l'or des autres.

« Le même ordre qui prend aux uns leur jeunesse, leur espoir et leur existence prendra aux autres leurs rentes, leurs châteaux, leurs usines.

« Même salaire au soldat, à l'ouvrier, à l'ingénieur, au propriétaire. La guerre finie, chacun se retrouve dans la même situation qu'il occupait avant le drame.

« Nul, du sang versé, n'a tiré profit.

« Oui, je crois, je crois fermement que la seule adoption d'un tel projet de loi porterait, dans tous les pays, un coup mortel au bellicisme.

« Qu'attendons-nous pour répondre à l'appel qui nous vient d'Amérique? »

Qu'attendez-vous? Nous pouvons vous répondre : Vous attendez que la poire, la juteuse poire française soit mûre, que le pacifisme, l'élection, le journal, la démocratie aient assez abruti la masse populaire pour que cette colossale pillerie puisse s'accomplir sans risques.

Car « la nation » qui « réquisitionnera », n'est-ce pas? ce seront ses « représentants », ce sera le Cartel, tout le ramas fangeux de la politicaillerie prédatrice.

Mais « la guerre finie », assure M. Albert Bayet, tout sera restitué. Ah! le bon billet!...

De même qu'il ne peut jamais réduire son budget, le système électif ne rend jamais ce qu'il a reçu ou pris. Il dissout, il désorganise, il détruit : jamais il ne préserve, il n'ordonne, il ne crée.

Décidément, les disciples de Mrs. Eddy n'ont pas dégénéré. Ils savent « y faire ». Almercyda lui-même n'aurait pas trouvé ça.

Avec ce petit truc « scientiste », ah! mes amis, quelles ribouledingues pour « la nation » radicale-socialiste ou socialo-communiste ! quelles ripailles ! quelles priapées!...

Ceux de la précédente dernière guerre furent des petits saints. Ils étaient limités. Ils n'avaient à puiser que dans les caisses de l'État, péniblement alimentées

par les emprunts. Maintenant, on aura tout, *tout*, et le reste. « La propriété, *les personnes* ». Ces « personnes », il va sans dire, on les choisira jeunes, jolies et aimables...

Mais, assurément, devant cette réjouissante perspective, « la nation » ne songera plus à « tuer la guerre ». Au contraire. *Le Quotidien* nous étonnera par son patriotisme agressif, et Renaudel embouchera le clairon pour sonner la charge. A l'arrière.

Ce sera beau.

Ainsi donc, avec « le plan, le petit plan » — tout petit, en effet, mais imbécile et canaille, — de la Christian science, nous aurons donc non seulement la guerre que la fatalité nécessite parfois, celle, de plus en plus fréquente, longue et atroce, que le pacifisme ordinaire, la carence de l'État et l'ochloploutocratie déterminent ; mais encore celle que s'efforcera de provoquer toute la crapule politicarde.

LES AHURIS

Ce sont surtout les intellectuels qui, depuis l'Affaire Dreyfus, se sont mis à politicailler.

Un vrai politicien ne peut être que cela. Aussi l'est-il naturellement. Voyez l'aisance d'un Jean-Louis Malvy dans le mensonge, la crapule, la forfaiture. Le cloaque est son élément. Il s'y ébat, plonge, remonte à la surface sans avoir à se forcer. Il est ce qu'il est depuis toujours.

Le politicien d'occasion, lui, se force. Et ainsi, très souvent, il exagère. C'est trop. Mais c'est ainsi qu'il se croit un homme d'État. Dans le peuple même, on s'est fait une telle conception de la politique. Pas de membre influent de groupe, de syndicat ou de coopération qui n'aspire à être un « manœuvrier » comme le vétérinaire Renaudel. L'élection, le parlementarisme, la démocrasouille ont profondément altéré le sens de l'honnêteté.

Et les conséquences pernicieuses se répercutent dans tous les rapports sociaux.

Dans le ministère actuel, nous remarquons deux ahuris éminents.

Le chef d'abord, P. Painlevé, qui s'acharne à ruiner l'œuvre magnifique du grand Lyautey. Nous y reviendrons.

L'autre est M. Émile Borel, également mathématicien, professeur à l'École normale supérieure, membre de l'Académie des sciences (section de géométrie). Celui-ci est un débutant. Il a été élu, aux dernières élections législatives, contre le général de Castelnau. Son ami Painlevé en a fait aussitôt un ministre de la marine. C'est le régime.

Et c'est à qui sera le plus ahuri des deux. Noble émulation!

Le journal *Aux Écoutes*, dernièrement, marquait ce point pour M. Émile Borel :

On ne vit jamais au pouvoir un homme aussi étranger aux choses de son département, à la mer, aux navires, que l'est M. Borel, successeur de Colbert, rue Royale :

— Sa nullité est intégrale, témoignent, consternés, les officiers et les techniciens qui l'entourent.

L'autre jour, à la commission du Sénat, M. Borel fut prié de répondre sur ce point :

— Quelle est la durée maximum de plongée d'un sous-marin ?

M. Borel réfléchit longuement : tourna sept fois sa langue dans sa bouche et répondit enfin :

— Cela dépend du moral de son équipage.

VERBOLÂTRIE

On n'a pas oublié les « Billets de Junius » que publia l'*Écho de Paris* avant la guerre. C'était du bon sens sans être de la platitude. Une pensée drue. Du vrai

patriotisme sans déclamation. De lucides leçons de politique positive.

L'Écho de Paris vient d'en reprendre la publication. Malheureusement, ce n'est plus qu'une étiquette. Maurice Barrès est mort, et Paul Bourget a cru devoir déclarer qu'il n'était plus rédacteur de ces nouveaux « Billets ». Cet avertissement n'était vraiment pas nécessaire. Cela se voit assez. Par exemple, quand on lit ceci :

« Quel homme d'État courageux osera proclamer que nous ne nous tirerons d'embarras que par des économies sévères, un régime rigoureux, une volonté commune de restrictions et de sacrifices? Quel gouvernement aura un jour assez d'énergie et d'autorité pour assurer les citoyens sur qui pèsent de lourdes charges fiscales, qu'ils peuvent y consentir avec le sentiment qu'elles sont efficaces et salutaires, et qu'elles ne tombent pas en vain dans le gouffre des gaspillages ! »

Mais, comme nous le montrait et le remontrait le Junius d'antan, nous n'avons que cela, « des hommes d'État courageux qui proclament que... » Nos gouvernements, bloc national ou bloc de gauche, ont tous « assez d'énergie et d'autorité pour assurer les citoyens que... »

Et ils nous mènent à l'abîme avec d'autant plus d'entrain qu'ils « proclament » et « assurent » avec d'autant plus de courage, d'énergie, d'autorité et... d'éloquence.

Non, le nouveau Junius ne nous fera pas oublier l'ancien. Ce doit être un parlementaire. Il croit que parler c'est agir.

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

La Restauration de l'empire bismarckien, par PIERRE LAFUE,
un vol. in-16 de 110 p., (Plon, éd.).

« Deux forces, deux principes distincts et ennemis luttent depuis longtemps sur le territoire de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Allemagne. » Ces deux principes antagoniques sont le prussianisme et le germanisme.

Des « abstractions meurtrières », notamment le principe des nationalités, ont favorisé le prussianisme contre le germanisme. Cela nous a valu la guerre de 1870 et ses conséquences, lesquelles devaient aboutir à la grande guerre.

Ce qu'il y a de terrible dans les erreurs de la démocratie — irresponsable et discontinue — c'est que les plus cruelles épreuves ne sauraient jamais les rectifier.

« Cinquante ans avaient passé d'ailleurs sur ces fautes inexpiables, écrit M. Pierre Lafue. Des ruines, des deuils, des humiliations sans nombre, un affaiblissement général de notre vitalité en avaient été la rançon. On pouvait espérer qu'instruits par de dures expériences, nous avions fait quelque progrès sur la voie de la sagesse politique. On pouvait croire que nous saurions, si elle se présentait, profiter d'une occasion heureuse pour réparer les échecs d'une période héroïque mais folle. Or il arriva que l'Allemagne fut plongée en 1918 dans un véritable chaos organique. Toutes les solutions nouvelles étaient possibles. Le conflit du germanisme et du prussianisme fut un instant plus net et plus aigu qu'il ne l'avait jamais été... Le germanisme par deux fois releva la tête. Nous avons soutenu d'abord la démocratie qui ne surgissait que pour l'abattre. Nous ne l'avons pas distingué de son contraire, ni en 1918, ni en 1923. Nous

avons parlé et agi comme si l'Allemagne était solidaire, et, par là, nous avons travaillé à créer cette solidarité inexistante. C'est pourquoi la paix semble perdue... »

Nous? La France? — Non, ses misérables dirigeants.

Kurt Eisner, par exemple, déclarait : « Je suis contre la centralisation; je vois le salut de l'Allemagne dans le développement de chacun de ses membres, dans l'indépendance de chacun de ses États. » Eh bien! notre gouvernement ne relevait pas ces paroles. « Pas un geste d'approbation, dit l'auteur, pas une marque d'intérêt officiel venus de chez nous ne saluaient ces phrases qui pourtant promettaient la paix plus que les accords de Londres, le plan Dawes et le protocole d'arbitrage. Mais, lorsque, de la Bavière et du Palatinat, des voix s'élevaient, faisant appel à la France considérée, par ces Allemands qui n'oublient guère, comme la protectrice naturelle des libertés germaniques, un vieux jacobin, grand dans la guerre, ignorant et désarmé par ses principes à l'heure de la paix, se répétait fermement, immuablement, son dogme de la République une et indivisible, et prêtant aux autres, sans réflexion, son idéal à l'usage interne, se contentait de mépriser et de repousser ces avances que ni son cœur ni sa tête n'étaient préparés à accueillir. »

M. Pierre Lafue rappelle toutes les tentatives séparatistes du germanisme que nous aurions dû appuyer. D'ailleurs, il n'y avait pas que les idéologies démocratiques qui fussent contraires à l'intérêt de la paix : « Le mirage des réparations » nous « empêchait de songer à tout calcul politique ». Mais ce « mirage » lui-même, ce n'était qu'un des moyens de la démagogie.

L'empire bismarckien est à peu près reconstitué. Certes, comme l'a écrit Preuss, « la restauration de la monarchie dans un seul des États allemands serait la ruine de la nouvelle unité nationale »; mais la Prusse est déjà assez forte pour briser tout effort du germanisme. Elle songe à s'agréger l'Autriche. Elle reprend son rêve orgueilleux du Mitteleuropa. Von Seekt peut dire : « Le traité de Versailles est le résultat de la mécanique des forces à un moment donné. Il faut l'accepter comme tel, tant que la composition des

forces n'a pas varié. » Et, non sans de solides raisons, il pense déjà qu'elle a varié...

Ce petit livre substantiel est bon à répandre.

G. D.

Les Protestants devant la patrie, par NOEL VESPER, un vol. in-16 de 175 p. (Georges Crès, éd.).

La Réforme est-elle « responsable historiquement de la Révolution et des régimes démocratiques » ? Son principe du libre examen est-il « responsable doctrinalement des progrès de l'anarchie qu'elle a légitimée et, par là, de la destruction, ou du recul, ou de la dépréciation de la Latinité, ce qui a créé une culture protestante du type antifrçais » ?

L'auteur, après avoir reproduit le réquisitoire, sans rien affaiblir, sans esquiver aucune difficulté, s'efforce d'y répondre. Son système de défense est que « les protestants ne peuvent être réconciliés avec la Nation que par leur retour à leurs vrais principes, à leurs véritables principes originels ».

D'après lui, c'est donc à un « protestantisme dévié » qu'il faudrait imputer les divagations théoriques et pratiques du protestantisme.

Disons-le, les raisons de M. Vesper ne nous ont pas convaincu. Il y a le protestantisme de fait, que nous voyons. S'il est « dévié », c'est que sa nature même, dès l'origine, voulait qu'il le fût. Revenir aux sources, ce ne peut être que pour reprendre le même courant.

Il serait aisé à un positiviste de démontrer à l'auteur que les conséquences du protestantisme « dévié » sont en germe dans les principes du protestantisme « scripturaire » qu'il s'efforce de lui opposer. Mais ceci que nous reproduisons suffit : « N'est-ce pas tragique et presque une sorte de démence que ce soit contre le Siège universel, qui semble garantir toutes les autres autorités, que la Réforme se soit élevée quand le principe d'autorité la soulevait exclusivement ? Mais c'est qu'elle jugeait que cette autorité se matérialisait trop et qu'on la retirait trop à Dieu pour en passer les pièces maîtresses à l'homme. Le caractère humaniste du

catholicisme, tempérant la rigueur judaïque par l'esprit romain, l'irritait. »

Cela explique tout. Le protestantisme, à ses origines même, est une réaction morbide du théologisme absolu contre le relativisme humain. De là ses tendances anarchiques incoercibles.

M. Noël Vesper riposte en citant « une importante fraction de *catholicisme dévié*, rallié à l'erreur démocratique et à la métaphysique orientale qui est le fond de cette erreur ». Ce n'est pas une « importante » mais une minime fraction. Pour le protestantisme, au contraire, la proportion est inverse. Ce n'est pas que la foi soit moins ardente dans le catholicisme. Au contraire. Mais elle est réglée. Et même l'amour exclusif de Dieu, au lieu d'être antisocial, l'Église sait le tourner, dans ses couvents, au service de l'humanité. Nul n'a plus besoin d'être contenu par une règle d'airain qu'un mystique. La société spirituelle catholique est gouvernée.

C'est en vain que des protestants patriotes et soucieux de l'ordre dans la société, aspirant à une civilisation de plus haute humanité, tenteront une réforme des principes de la Réforme. Pour eux, comme pour toutes les âmes qui ont des besoins théologiques, il n'est qu'une solution : le retour à l'Église catholique. C'est celle qu'indiquait Auguste Comte, le Maître du bon sens. Et pour les protestants qui aspirent à se réconcilier avec la patrie et à servir l'ordre, n'est-ce pas le plus simple ?

G. D.

Les grandes aberrations de l'amour romantique, par Louis ESTÈVE, t. I, un vol. in-16, de 160 p. 5 francs (A. Maloine, éd.).

La première partie de ce petit livre traite de la sensualité religieuse; la deuxième, de l'amour androgyne d'après le romantisme littéraire. Pour expliquer ce rapprochement singulier, il convient de rappeler que M. Louis Estève considère le romantisme comme une religion qui commence et la religion comme un romantisme qui s'épanouit ou qui s'achève.

Pour lui, d'ailleurs, « toute religion » n'est « qu'une collection de mysticismes particuliers ».

Cela seul suffit à montrer combien la méthode à laquelle cet auteur a recours est défectueuse. Et d'abord, parce qu'aucune méthode « psychologique » ne saurait élucider le grand fait social qu'est la religion. Le sentiment religieux et le mysticisme sont les matériaux de construction, non l'édifice. On n'explique point l'ensemble par les parties, le supérieur par l'inférieur.

L'accumulation des cas « psychologiques » ne font pas une loi. Encore moins une synthèse.

L'« érotisme », le « romantisme moral », le « mysticisme », pour employer le vocabulaire spécial de l'auteur, non moins vicieux que sa méthode, constituent des états individuels. Il est certain que les somptueuses cérémonies du culte peuvent parfois exacerber l'émotivité ; mais, le plus souvent, elles l'apaisent en la satisfaisant.

C'est que la religion, profondément humaine, n'est faite que d'humanité. Elle répond à des instincts, à des besoins humains ; mais pour les régler.

Le catholicisme, par exemple, a su faire de l'ordre avec toutes les tendances anarchique du sentiment, et du dévouement avec l'égoïste orgueil du mysticisme. En tout cas, il les a canalisés, disciplinés. Si, aujourd'hui, la diffusion des maladies nerveuses et mentales et des « aberrations de l'amour » ne laisse point d'être inquiétante, c'est que, précisément, les couvents ne recueillent plus les prédisposés, et que la puissante médication psychique qu'étaient la prière, la confession, la direction de conscience est de plus en plus délaissée.

Parler de « genèse érotique » de la religion ne signifie rien. Tant de religions ont tenté de se fonder qui ont avorté ! Il n'y a que la réussite qui compte. Toute question d'origine est purement métaphysique. M. Estève croit-il vraiment que le catholicisme du moyen âge, ce « chef-d'œuvre politique » fut une floraison adventice du mysticisme et du romantisme moral ?

Il écrit pourtant, judicieusement : « A travers les nombreuses oscillations du mysticisme chrétien, une lente épuration de sa sensualité originelle ne s'en dessine pas moins ».

à l'œil qui le suit à travers les âges : il est évident que le premier effort qui fit sur soi-même l'Église organisée et disciplinée consista dans la restriction de cet érotisme dont ses premiers adeptes pénétraient fortement leurs gestes confessionnels : de là l'exaltation de la chasteté. » — Alors?...

C'est la terminologie, c'est la méthode qui sont fautives. Elles font commettre à cet auteur les plus grossières erreurs. Ainsi, il évoque « la longue torpeur médiévale », alors qu'au contraire le moyen âge connut la vie spirituelle la plus intense qui fût jamais.

Dans la deuxième partie, l'auteur en vient à la littérature. Mêmes procédés qui provoquent naturellement les mêmes observations.

Le romantisme et « les aberrations de l'amour » sont un effet, non une cause. Ils sont les produits pathologiques de l'anarchie intellectuelle et morale qui résulte nécessairement de la désagrégation de l'institution sociale qu'était surtout le catholicisme et, en conséquence, de la carence du pouvoir spirituel qu'exerçait l'Église.

L'intérêt et l'utilité d'un ouvrage de ce genre, c'est de nous montrer les confusions et les erreurs auxquelles un système superficiel et incohérent peut entraîner les esprits les plus cultivés et les plus déliés, — et ainsi de nous mettre en garde contre la propension de l'intelligence à divaguer dès qu'elle n'est plus contenue et guidée par une foi.

G. D.

Les rois de la République, par B. E. GUEYDAN, deux vol. in-16, 15 fr. (Perrin, éd.).

Histoire de la République troisième, histoire de la décomposition politique et sociale de la France, — triste histoire. On dirait la notation d'une agonie. La lecture de ces deux terribles recueils de faits laisse une impression pénible. Il est désespérant, après avoir suivi le procès de toutes ces turpitudes, de lire, en manière d'épilogue : « Dix ans ont passé, 1914-1924 ! La guerre n'a rien changé. Voici les mêmes actes et voici les mêmes hommes. »

Des hommes? Non. Un système. Absurde, antiphysique.

Un système qui attire les Briand ou qui fait les Caillaux. Celui-ci avouera : « La politique m'a desséché et perverti ». Car il entend par « politique » la basse démagogie électorale et les viles intrigues parlementaires.

L'auteur est la première femme, divorcée, de Caillaux. Elle a donc vu de près les « rois de la République ». Mais Caillaux en est le type le plus représentatif. Aussi est-ce surtout son extraordinaire odyssée politique qui nous est narrée dans cet ouvrage. Empressons-nous d'ajouter que Mme Gueydan se garde de toute allusion à l'ancienne intimité conjugale. Elle ne cite que des documents publics. Et cela suffit. En évoquant les heures tragiques, Agadir, le Congo, Rochette, l'emprunt turc, le rapport Fabre, l'assassinat de Calmette, l'acquittement scandaleux, l'atroce tuerie noyant cette boue dans une mer de sang, puis les compromissions, les accointances louches avec des bandits, des escrocs, des traîtres avérés, on voit se profiler la silhouette agitée d'un Caillaux mégalo-mane, névropathe, corrompu et corrupteur, sans raison, sans foi et sans honneur...

Et voici le rescapé de la Caponnière de Vincennes, le condamné de la Haute-Cour, ministre de finances, — en attendant mieux...

La conclusion qui se dégage de ces deux volumes, de ce réquisitoire documenté, c'est que la France périra si elle ne se guérit pas de la démocratie qui la ronge.

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les **Œuvres complètes d'Auguste Comte, Pierre Laffitte et Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de viii-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50